

> Économie

Échanges commerciaux. Bretagne-Québec : attention au miroir déformant

T ABONNÉ

PHILIPPE CRÉHANGE



Publié le 02 octobre 2019 à 10h31

VOIR LES COMMENTAIRES



Des chefs d'entreprise bretons sont au Québec cette semaine pour une série de rencontres autour du développement économique. (Photo P. C.)

Francophonie et histoire obligent, le Québec est souvent présenté comme un eldorado pour les chefs d'entreprise bretons en quête d'aventure à l'international. Une image un peu déformée, même si les success-stories de Le Duff et Ubisoft sur les bords du Saint-Laurent montrent qu'au pays du sirop d'érable, tout est possible.

Une langue et une histoire communes depuis l'épopée du Malouin Jacques Cartier au XVI^e siècle, des cousins, des Bretons qui y font leur vie... Au fil des siècles, des relations fortes ont été tissées entre la Bretagne et le Québec. Autant de bonnes raisons pour convaincre tout entrepreneur issu de la région d'aller tenter l'aventure dans le « Nouveau monde ». En tant que pionniers, Louis Le Duff, avec Bridor, et les frères Guillemot (Ubisoft) ont ouvert la voie il y a vingt ou trente ans en créant là-bas des milliers d'emplois. On peut aussi citer le Morbihannais Diana (extraits alimentaires).

À LIRE SUR LE SUJET

Jeux vidéo. Ubisoft : un géant breton aux accents québécois [Vidéo]

C'est avec cette image de conte de fées qu'une délégation de 170 patrons d'Ille-et-Vilaine, guidée par l'Union des entreprises 35, est partie cette semaine à la découverte de la Belle province. « Un choix de cœur et de raison » pour ses 20^{es} Rencontres internationales, comme le souligne Bruno Cressard, vice-président de l'organisation patronale. Un sentiment renforcé par la conjoncture outre-Atlantique. Un PIB en hausse de 2,8 % (contre +1,5 % pour l'ensemble du Canada), un plein-emploi (4,7 % de chômage), des investissements étrangers qui se multiplient : le Québec ressemble fort à un eldorado, avec des secteurs moteurs tels que les jeux vidéo, l'internet des objets, la santé ou la nutrition.

PUBLICITÉ



Double culture

Reste qu'il ne faut pas se laisser éblouir, préviennent les spécialistes de l'export. « On a du mal à accrocher des PME. Et depuis dix ans, on n'a jamais réussi à organiser un salon là-bas », relève Vincent Chamaret, directeur de Bretagne International (BI), bras armé de la Région. « On est bien sur la fabrication d'ingrédients, moins sur les produits finis. On fait du marginal. Les produits qui marchent sont des niches technologiques. Et puis le Québec, c'est une chose, la partie anglophone, c'en est une autre. Ce sont deux communautés ». Le Québec francophone n'est pas le reste du Canada, territoire anglo-saxon s'il en est. La double culture

complique les normes, avec, par exemple, la nécessité de faire apparaître sur son produit les mesures dans les deux langues.

Bastien Poulain, producteur de sodas à Montréal et originaire de Saint-Grégoire (35), près de Rennes, confirme. « Ce n'est pas facile. Le Québec n'attend pas que les Français viennent. Et puis l'anglais est une vraie barrière. Les Québécois sont des Américains, pas des Européens qui vivent en Amérique ».

« Les Canadiens et les Québécois sont nord-américains dans la façon de développer des affaires », indique aussi Thierry Champagne, de l'agence Québec International. « Ici, ce n'est pas compliqué de rencontrer des chefs d'entreprise, contrairement à la France, où cette étape concentre 95 % des efforts commerciaux. Mais le plus dur au Québec, c'est ce qui vient après : la transformation client », abonde Alexandre Lagarde, de Montréal International. Une approche finalement très américaine.

“

« C'est l'essence même de notre délégation d'aller à la découverte de pays moins « évidents ». Il y a un côté défricheur. C'est l'esprit pionnier breton ».

”

Plusieurs points permettent néanmoins d'entretenir l'espoir. Souvent décrié en France, le Ceta est présenté comme une véritable opportunité. Il a d'abord permis au Canada de revoir ses relations avec son riche mais agité voisin américain. Depuis l'élection de Donald Trump, Montréal

se tourne désormais un peu plus vers l'Europe.

Depuis l'application du Ceta, la CCI Bretagne et Bretagne International ont identifié 22 projets à l'export vers le Canada en 2018. « C'est une progression de 31,8 % en un an », fait remarquer Cyril Soulaïmana, chargé de développement pour Québec International. De quoi conforter les chefs d'entreprise bretons, malgré les barrières pouvant se dresser sur leur route. « C'est l'essence même de notre délégation d'aller à la découverte de pays moins « évidents ». Il y a un côté défricheur. C'est

l'esprit pionnier breton », veut croire, optimiste, le président de l'UE35, Hervé Kermarrec.

Retrouvez **plus d'articles**

[Bretagne](#) [Economie](#) [Entreprise](#) [Rennes](#) [Ille-et-Vilaine](#) [Québec](#)

[Canada](#) [Ceta](#) [Montréal](#) [Le Duff](#) [Guillemot](#) [Bruno Cressard](#)

[Hervé Kermarrec](#)